



IHEDEATE

Institut des hautes études de développement et d'aménagement des territoires en Europe



## Le modèle d'intégration à la française

### Notes prises sur l'exposé de Pierre ROSANVALLON, Professeur au Collège de France

Je voudrais vous présenter un certain nombre de réflexions historiques sur le modèle d'intégration à la française, qui est très souvent – me semble-t-il – méconnu, en tout cas mécompris. En effet, depuis le début du XIX<sup>ème</sup> siècle, pour ne pas parler de la période révolutionnaire où un ensemble d'institutions n'étaient pas encore véritablement en place, le modèle français d'intégration se caractérise par une dialectique entre un mouvement d'uniformisation, et même d'« uniformation », pour employer un langage du XIX<sup>ème</sup> siècle, et l'idée que la société française constitue un monde complet. D'une certaine façon, dans la vision française, il y a une double approche de l'universalisme.

La première vision de l'universalisme - la plus connue - est celle de la France « patrie des droits », de la généralité et aussi, en contrepartie, de l'abstraction. L'autre vision de La France est celle du pays de l'universel concret, en ce sens que les territoires, les paysages, les populations, les coutumes dessinent un univers en miniature.

Michelet, par exemple, est celui qui a dit « *la France est un grand tout* », et celui qui a le plus expliqué que l'unicité et l'originalité françaises sont d'avoir réuni sur un territoire moyen toute la diversité du monde. Ce thème sera un grand thème révolutionnaire romantique. Quinet fait dire à Napoléon dans son poème de 1833 : « *De cent peuples errants, j'ai fait un homme nouveau* ».

Tous les historiens du début du XIX<sup>ème</sup> siècle développent cette idée que la singularité de l'histoire de France est d'avoir mêlé les qualités de la civilisation et celles de la barbarie, que l'unicité de la société française a fait le lien entre le monde gréco-romain - celui de la longue tradition - et un monde qui se définit par la rusticité et, aussi, par l'énergie. Dans son *Histoire de France*, Michelet célèbre l'énergie barbare comme un caractère propre à la société française. Guizot, le grand historien de la civilisation en Europe, reprend lui aussi ce thème. Bien sûr, dans l'esprit du XIX<sup>ème</sup> siècle, la caractéristique des barbares ne se résume pas à une bonne énergie positive. On estime que, d'une certaine façon, à travers les classes dangereuses des faubourgs, la société a reproduit le monde des invasions anciennes.

Comment cette double définition de l'universalisme - universalisme de l'uniformisation, de l'abstraction, et universalisme que l'on pourrait définir comme un universel concret – s'est-elle entrelacée pour composer toute une histoire ? Il y a, me semble-t-il, un écart très grand entre la République utopique et la République réelle. La République utopique est celle de l'élan sentimental, celle de la vision de Michelet, pour simplifier, celle du Printemps 1848 au cours duquel on voit Lamartine dire que « *la Révolution a suspendu les terribles malentendus qui existaient entre les classes et les territoires* ». Cette Révolution qui « *suspend les terribles malentendus* » correspond à la « République des bons sentiments », pas forcément à la « République de la réalité ».

Comment la République réelle s'est-elle faite ? Beaucoup d'historiens, récemment, notamment dans le monde anglo-saxon — je pense, par exemple, à Théodore Zeldin, mais aussi à Eugène Weber qui écrit *La fin des terroirs* —, nous disent que la France était une masse de paysans incultes « mis au moule » par la République, et que cette République était une sorte d'entreprise de colonisation de l'intérieur et d'assimilation brutale. Ce sont les mots de Zeldin, ce sont ceux de Weber. La réalité n'est pas tout à fait celle-là, et, à l'heure où nous vivons les difficultés de l'intégration, nous avons intérêt à nous retourner vers l'histoire et les politiques de la III<sup>ème</sup> République des années 1880 à 1914.

Quels ont été, à l'époque, les grands moteurs de l'intégration républicaine ?

Il y a tout d'abord, bien sûr, la loi très importante de 1889 qui universalise le service militaire (auparavant, le service militaire durait quatre ans, voire cinq ans). Ce service militaire obligatoire pour tous, qui dure trois ans, correspond à une longue entreprise de socialisation. Rappelons qu'en même temps est promulguée la loi, peut-être moins connue, qui transforme les conditions de naturalisation. Contrairement à ce que l'on croit souvent, la Révolution française n'avait pas défendu le droit du sol mais le droit du sang. Et cela pour une raison simple. Le droit du sol correspondait à la tradition monarchique de l'Ancien Régime. Il suffisait d'être sur le territoire du Roi pour être non pas citoyen, mais « réicole ». Evidemment, la Révolution a voulu rompre avec cette idée que les individus étaient sur le territoire comme des choses sur une propriété. Le droit du sang n'est pas d'origine allemande. Les Allemands ont voulu imiter le modèle français révolutionnaire en instaurant le droit du sang, alors que le droit du sol a été réinstauré en France en cette année 1889. On est alors à une époque où l'immigration se développe en France. L'idée de trouver de nouveaux rapports à la nationalité et l'institution d'un service militaire d'un genre nouveau sont des éléments significatifs de cette période.

Parallèlement à cette réforme de la naturalisation et du service militaire, il y a – vous le savez mieux que moi – la reconsidération de ce que doit être l'équipement du territoire, dans laquelle le corps des ponts et chaussées tient une place très importante. En plus des écoles, des bureaux de poste, il y a le rôle fondamental joué par le Ministère des transports et des travaux publics de 1877 à 1879, sous l'impulsion de Charles de Freycinet. Alors que la France vivait sur le régime de la loi de 1842 sur les chemins de fer — les chemins de fer étaient privés avec des empiètements à vocation publique —, pour la première fois, une intervention massive dans la constitution d'un réseau secondaire est décidée. Cinq millions de francs or seront dépensés en quelques années. L'équipement du territoire fera que chacun est désormais capable de circuler de la petite bourgade au centre important, et que la société française, jusque là segmentée, communique.

Le troisième grand vecteur de cette intégration républicaine à la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle est l'école. Il faut toutefois remettre l'école à sa juste place. Quand on parle d'école à la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle, on parle de l'école primaire. C'est le moment où le taux de scolarisation progresse de façon spectaculaire. À la fin du Second Empire, il y a encore un quart des enfants français qui n'est pas scolarisé. En 1900, ils ne seront que 0,7 %. L'effort a donc été véritablement considérable.

L'école n'a pas été un moule appliqué uniformément à tous. Quand nous parlons de l'école de Jules Ferry, nous avons tous en mémoire cette fameuse visite d'un étranger auquel Jules Ferry disait en consultant sa montre : « *10 heures 13 : en ce moment, ils récitent du La Fontaine !* », puis, à la fin de la réunion : « *Là, c'est la table de multiplication !* », comme si tout se déroulait selon un plan prévu d'en haut, tout à fait immuable. Cette image n'est absolument pas conforme à la réalité. Il est au contraire frappant de voir que la richesse de l'Éducation nationale des années 1880-1914 a été d'être capable d'articuler une vision de l'intégration dans un modèle d'ensemble et une véritable attention aux réalités locales. C'est le rapport entre la Nation que l'on exalte et ce que l'on appelle, à l'époque, les « petites patries ». La « petite patrie » correspond au sentiment d'appartenance locale. À l'école,

lieu de la fabrication de la société, la République est celle de la Nation, mais aussi celle des « petites patries ».

On sait trop peu que, dans les écoles de la République, il y avait, bien sûr, la volonté d'apprendre à tous le français, mais qu'il n'était pas interdit de recourir au patois pour intéresser davantage l'enfant ou être plus proche de lui. L'idée d'un modèle uniforme tombé du sommet sur des millions de petites têtes de Français est donc très loin de la réalité. Les instituteurs de la III<sup>ème</sup> République ont fait preuve d'un très grand pragmatisme avec, il est vrai, une tolérance aux langues régionales qui n'a pas été la même pour les langues latines et autres langues. Par exemple, l'occitan a été beaucoup mieux accepté que le breton. Le breton et le basque étaient des langues de résistance, lointaines, et qui semblaient renvoyer à une histoire de la différence et de la rébellion, alors que l'occitan renvoyait à une histoire de la proximité plus facilement classable dans un monde de la coutume et non dans le monde de l'extériorité.

L'idée qu'il fallait souvent assouplir les instructions officielles, qu'il fallait faire des compromis, des accommodements, a été absolument centrale dans ces années-là. Ce dont on s'est rendu compte il y a peu de temps grâce à un ensemble de travaux menés par Jean-François Chanet sous la direction de Mona Ozouf. Les enfants de la III<sup>ème</sup> République n'ont pas été seulement éduqués dans la vénération de la Grande République. Ils ont été aussi formés aux charmes du ruralisme, du localisme, du folklore. C'est l'époque à laquelle Arnold Van Gennep fonde le folklorisme français, nourri de ces correspondants disséminés sur tout le territoire que sont les instituteurs.

Comment apprendre à des enfants à faire société commune, pas simplement en leur donnant des symboles, des images, des valeurs, mais aussi en les attachant à ce que sont leurs intérêts immédiats, leurs facteurs de voisinage, leurs fidélités ?

Nous sommes « *las des accents de rage décultratrice* », disait le grand historien anglais que j'ai cité tout à l'heure. Bien au contraire, il y a eu une République que l'on pourrait dire pragmatique. Son grand succès est d'avoir fait l'écart entre un langage qui était très souvent celui de l'uniformisation et une pratique qui était à l'inverse très sensible aux distances et aux différences. Le livre qui a symbolisé ce rapport entre la Grande République et les « petites patries », c'est bien sûr *Le tour de France par deux enfants* de G. Bruno, alias Madame Fouillée, l'un des grands succès de librairie de l'époque et que tous les enfants de la III<sup>ème</sup> République ont lu.

À côté des institutions, du service militaire, de l'école, de l'ouverture et de la reconstruction du territoire par les moyens de transports, il y a eu une autre révolution fondamentale dans la France du XIX<sup>ème</sup> siècle : l'apparition des nouveaux corps intermédiaires du travail. Entre 1880 et 1914, l'exode rural a concerné cinq millions de personnes, soit 7 % de la population française. Cet exode a pu être encadré grâce à un monde du travail qui a commencé à s'organiser. Il y a eu concordance entre la restructuration du territoire et la capacité d'institutions représentatives de corps intermédiaires à donner forme et à donner sens à ce nouveau monde du travail. Il est vrai, aussi, que la politique de Jules Méline — ce ministre qui vantait les charmes de l'attachement à la terre et qui a fait que la III<sup>ème</sup> République a été, comme l'ont dit les historiens, à la fois la « démocratie de la vigne et du blé » et celle des grandes valeurs — a contribué à la construction d'un monde de l'intégration ; un monde moins violent que ne l'avait été la société française au XIX<sup>ème</sup> siècle, qui avait connu beaucoup de crimes passionnels, beaucoup de révoltes qui se terminaient souvent très mal. On assiste à une sorte de « mouvement de civilisation » pour reprendre le mot de Norbert Elias.

La spécificité du modèle français est qu'il ne se réalise pas autour de la grande ville. Le modèle d'intégration se fait à partir d'une unité qui n'a pas d'équivalent dans les autres pays, le département. D'ailleurs, l'école est un haut lieu du département. Dès cette époque, on attache les instituteurs à leur département d'origine pas simplement pour répondre à des préoccupations de

gestion du corps, mais pour qu'ils soient plus sensibles aux réalités locales. Ce monde de l'intégration est aussi un monde de la petite ville, ce qui fait dire à Marc Bloch dans *L'étrange défaite de 1940* :

« Nous devons avoir le courage de l'avouer, ce qui vient d'être vaincu en nous dans la France d'aujourd'hui, c'est précisément notre chère petite ville, ses journées aux rythmes trop lents, la lenteur de ses autobus, ses administrations somnolentes, les pertes de temps que multiplie à chaque fois un mol laisser-aller, l'oisiveté de ses cafés de garnison, ses politiques à nez à courte vue, son artisanat de gagne-petit, ses bibliothèques aux rayons veufs de livres, son goût du déjà vu et sa méfiance envers toute entreprise capable de troubler ses vieilles habitudes ».

On touche là aussi le problème du modèle français d'intégration : il n'a pas été seulement la grande célébration que l'aventure coloniale était chargée à certains moments de redorer, il était aussi enkysté dans ses charmes vénéneux ou, plutôt, plus simplement, dans les charmes un peu somnolents de la petite ville.

À côté de cet aspect pragmatique et mollement adossé à la petite ville, le modèle présente une face sombre, celle d'un mouvement très marqué, dans les années 1890, de xénophobie, au moment où l'immigration se développe et où l'intégration républicaine s'accomplit. Cela se traduit par des conflits, des bagarres avec des immigrés, des massacres féroces où on compte des dizaines de morts et de blessés : à Toulouse, en 1895, où des bohémiens sont passés à tabac et laissés pour mort sur le carreau ; à Marseille ; dans le monde industriel du Nord. Si la violence a reculé tout au long du siècle, elle s'est polarisée sur l'étranger à la fin du XIX<sup>ème</sup>. Il est frappant de voir, à côté de l'intégration, des crispations, des brutalités. La formule la plus extrême de ces rejets, et la plus pénible, a été le développement de l'antisémitisme dans la France des années 1890, dans les conditions que l'on sait.

On ne pourrait pas terminer ces éléments d'histoire de l'intégration républicaine sans faire mention de la guerre de 14-18. Cette guerre a fait entrer toute une partie du monde paysan et toute une partie du monde ouvrier dans la Nation. Elle les y a fait entrer avec le sentiment viscéral de la haine de l'autre et de l'Allemand. L'intégration s'est aussi payée, pourrait-on dire, de cette exacerbation de la différence avec l'autre. Depuis une quinzaine d'années, les historiens ont beaucoup étudié ce phénomène. Stéphane Audoin-Rouzeau et Annette Becker, dans *Retrouver la guerre*, nous livrent une anthropologie de la haine dans la guerre de 1914. C'est le premier grand livre qui montre comment, dans les écoles, peu à peu, les enfants fabriquent des caricatures de « Boches », comment une haine sourde de la société compense les tensions de la modernité et celles de l'intégration par un sentiment de la distance et de la brutalité. On ne peut pas faire l'histoire de la modernisation, de l'intégration des sociétés industrielles à la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle, sans penser à cette arrivée des terribles drames de la guerre de 1914, avant même que les régimes totalitaires aient laissé planer leur ombre. Le rejet de l'autre et la violence se sont manifestés sur le continent européen, et la France n'a pas fait exception.

Aujourd'hui, quelles leçons pourrait-on tirer de cette histoire ? On peut le faire de deux façons : une façon que j'appellerai reproductrice, l'autre que je qualifierai d'analogique.

La façon reproductrice consiste à dire : « Hélas, nous n'aurons plus l'armée ! Hélas, nous n'aurons plus Freycinet ! ». On sait aussi ce qu'on dit de l'école d'aujourd'hui. Nous n'avons plus d'institutions équivalentes pour reproduire ce modèle. Mais la question même de l'intégration se pose en des termes extrêmement différents. L'intégration sociale de la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle, de 1880 à 1914, se définit comme une intégration de populations. Ce sont des populations paysannes, bien caractérisées, des populations ouvrières, des populations urbaines. Partout le démographe peut définir clairement les groupes et les populations. Il ne faudrait pas que l'exemple des problèmes des banlieues nous fasse maintenant croire que les problèmes de la société française se réduisent à des problèmes de rapports entre populations. La société française est devenue, y compris dans ses

territoires, une société d'individus. Cela signifie que les conditions de l'intégration sont complètement différentes. Il ne s'agit pas simplement de trouver les moyens de donner leur place à des populations, il s'agit de trouver, de façon beaucoup plus difficile, les conditions dans lesquelles les individus se lient et se donnent des éléments d'histoire commune. Nous allons vers un patriotisme qui sera, pour reprendre une expression de Jürgen Habermas, de plus en plus de type « constitutionnel », un patriotisme fondé sur des valeurs et non plus, simplement, un patriotisme fondé sur des souvenirs et de l'histoire.

Il n'y a pas si longtemps, Marc Bloch disait : « *Peut-on être Français si l'on n'a pas pleuré en voyant Jeanne sur le bûcher et en regardant les gravures de la fête de la Fédération ?* ». Nous appartenons encore à des générations qui ont pu le faire, et encore... Je sens à vos regards que c'est limite ! Pour nos enfants, il faudra que d'autres images, d'autres visions du monde commun naissent.

Cela signifie aussi qu'il ne s'agit pas simplement de rattacher des territoires perdus et des populations abandonnées à une bonne et grande République qui marcherait bien. Aujourd'hui, le problème de l'intégration du territoire, de l'intégration sociale, n'est pas simplement de faire en sorte que quelques dizaines ou centaines de quartiers sortent de l'exception et des conditions de désespoir dans lesquelles ils se trouvent. Le tissu même de la société française est en cause, pas simplement dans ses différences extrêmes. Si le problème n'était que celui de 5 ou 10 % de la population en grande difficulté vivant dans des ghettos aux frontières d'une bonne société qui fonctionnerait bien, la solution ne serait pas très difficile à trouver. La solution est difficile parce que le corps même de toute la société est en cause, pas simplement sa périphérie. Cessons donc d'identifier la question de l'intégration à celle de la gestion des zones déshéritées. Cessons de penser la question de l'intégration comme celle de populations marginalisées. Car ces populations ne seront intégrées ni en tant que populations ni en tant que territoires, mais en tant qu'individus.

Ce que nous devons apprendre du XIX<sup>ème</sup> siècle, c'est qu'il ne s'agit plus de reproduire de nouveaux projets imaginaires de retour à des services militaires qui n'existent plus et à une école qui a changé. Ce qu'il faut créer véritablement, ce sont des institutions d'intégration au service des individus. N'oublions pas que la République de la France a été forte et conquérante quand elle était pragmatique et non simplement idéologique. Le risque est très grand, aujourd'hui, que l'appel à de grandes valeurs ou la discussion de grands principes l'emportent sur des réalités, même les plus tangibles. Pensons que les Français sont capables de discuter sans fin lorsqu'un Institut parisien, pas loin d'ici, envisage l'intégration de trente personnes ! Si, à chaque expérience, il faut réécrire la doctrine et publier une encyclopédie avant de gérer des micro-expériences, peut-être deviendrons-nous un grand peuple pour habiller les librairies de toutes les encyclopédies que nous produirons, mais probablement pas un grand peuple pour multiplier et développer les expérimentations dont notre société a besoin.